

J'ai entendu dire que c'est la protection qui a donné naissance à la ville d'Hamilton. Il serait plus juste de dire que ce qui a fait Hamilton a ruiné la vie rurale dans l'Ontario comme dans les autres provinces. La vérité est que le régime qui a favorisé une classe a en même temps sapé les bases de la vie industrielle et agricole du pays.

Que dire de l'honorable député de Brantford (M. Raymond) affirmant qu'il entend suivre le sillon qu'il s'est tracé. Nos protectionnistes sont hypnotisés par la contemplation des privilèges qu'ils tiennent du Parlement. Ils en sont venus à les considérer comme un droit intangible. Pourtant la protection n'est qu'une violence faite à la nation, à quelque point de vue qu'on l'envisage. Sir Richard Cartwright l'avait dénoncée comme un vol légalisé, et c'est ce qu'elle est réellement. N'est-il pas pitoyable que ceux-là à qui ce privilège a été conféré ne sachent plus discerner que le vol est une mauvaise action. Tout ce qu'ils déplorent, c'est que les gens qu'ils ont eu l'habitude d'exploiter n'aient plus rien à donner.

Avant de finir je voudrais appeler l'attention de la Chambre sur quelques remarques du député de Vancouver-Centre (l'hon M. Stevens). Je préférerais qu'il fût présent. Avec de grands éclats de voix il a déploré la situation précaire du pays. Il a dit que le tarif douanier avait pour objet de prévenir des conditions de vie inférieures en Canada. Tous les membres de mon parti savent que les citoyens qui appartiennent à la première industrie du pays ont vu les conditions de vie qui leur sont faites, ravalées au plus bas niveau par l'effet de notre politique douanière. A ce propos, je ferai observer que la balance du commerce, que le ministre suppléant des Finances dit être favorable au pays, est due plutôt à ce fait que les agriculteurs ont vendu au plus bas prix compatible avec les besoins de leur existence les produits de leur travail. Notre collègue de Vancouver-Centre a attribué nos misères à la culture générale des céréales, erreur manifeste, en contradiction absolue avec les faits véritables. Son raisonnement est vicieux quand il prétend que le tarif peut nous procurer une situation avantageuse sur les marchés étrangers. Et cependant nous l'avons entendu déplorer l'achat de \$4,900,000 de marchandises allemandes! Il a dénoncé ce fait comme un mal. Pourtant le Canada a vendu aux Allemands pour une valeur trois fois plus grande.

Il a ajouté que notre tarif nous livrerait l'accès des autres pays. Il est en faveur de relations commerciales sur un pied réciproque avec les nations étrangères. Cependant, in-

terpellé par un de nos collègues assis sur ces bancs et invité à dire s'il était favorable à la réciprocité douanière avec l'Angleterre libre-échangiste, en lui donnant libre accès sur notre marché, il a répondu: "Impossible". Il oublie qu'il y a quatre cents établissements canadiens qui vendent aujourd'hui à bonnes conditions des chaussures canadiennes en Grande-Bretagne. L'âme d'un protectionniste est un abîme plein de mystère. Il a à ce point perdu toute conscience qu'il exige une place de faveur sur le marché anglais parce que, dans une fausse appréciation de l'esprit de justice, nous avons consenti à l'Angleterre un avantage secondaire pour nous aider à sortir de l'impasse créée par notre régime douanier.

L'honorable député a dit aussi que nous devions protéger nos fabriques afin que nos chemins de fer puissent obtenir le tonnage nécessaire pour les rendre rémunérateurs. C'est assurément un fait bien connu que les manufactures ne peuvent se maintenir avec profit que si l'on peut se procurer les matières premières près du lieu de fabrication. Comme les affaires se font, c'est très naturel. Je sais qu'une fabrique peut fonctionner dans un endroit quelconque avec la protection mais personne ne peut acheter ses produits et vivre. Tout Canadien qui suit ces questions sait d'expérience qu'il en est ainsi.

L'honorable député a encore parlé en faveur de la coopération—un esprit national de coopération entre les différentes classes. Or cette coopération n'a jamais été mise en doute tant que l'agriculteur, comme une fidèle bête de somme, portait tous les autres sur son dos, mais depuis qu'il a plié sous le fardeau l'honorable député crie au Gouvernement: "Donnez-moi une paire d'éperons neufs", et à défaut de cela: "Donnez-moi une épée, car maintenant je voudrais te tuer", comme Baalam à son âne.

L'honorable député déplore le fait que notre minerai de fer s'en aille aux Etats-Unis, mais il n'a jamais osé en donner la raison—crainte de nuire à son argument. Ceux pour le bénéfice de qui on a créé la protection ont porté le coût du traitement de ce minerai à un chiffre si disproportionné comparé au prix général dans le monde qu'ils n'ont eux-mêmes plus confiance dans leur propre politique et au lieu de placer leurs fonds canadiens disponibles dans le Dominion, ils envoient ces fonds dans d'autres pays pour les placer dans des compagnies concurrentes des nôtres. Alors ces patriotes crient au temps des élections: "Pas de troc ni de commerce avec les yankees ou un autre pays étranger." C'est une nouvelle conception du patriotisme.